



Commission des limites du plateau continental

Distr. générale
1er juillet 2002
Français
Original: anglais

Onzième session

New York, 24-28 juin 2002

Déclaration du Président de la Commission des limites du plateau continental sur l'état d'avancement des travaux de la Commission

1. La Commission des limites du plateau continental a tenu sa onzième session au Siège de l'Organisation des Nations Unies, à New York, du 24 au 28 juin 2002, conformément à la décision qu'elle avait prise à sa neuvième session (CLCS/29, par. 24) et au paragraphe 20 de la résolution 56/12 de l'Assemblée générale en date du 28 novembre 2001.
2. Les 18 membres de la Commission ci-après ont assisté à la session : Hilal Mohamed Sultan Al-Azri, Alexandre Tagore Medeiros de Albuquerque, Lawrence Folajimi Awosika, Harald Brekke, Galo Carrera Hurtado, Noel Newton St. Claver Francis, Peter F. Croker, Indurlall Fagoonee, Mihai Silviu German, Abu Bakar Jaafar, Mladen Jeračić, Yuri Borisovitch Kazmin, Wenzheng Lu, Yong-Ahn Park, Fernando Manuel Maia Pimentel, Philip Alexander Symonds, Kensaku Tamaki et Naresh Kumar Thakur.
3. Osvaldo Pedro Astiz, Samuel Sona Betah et Yao Ubuènalè Wodledji n'ont pas pu assister à la session.
4. Sur la recommandation de la Sous-Commission chargée d'examiner la demande de la Fédération de Russie (CLCS/32, par. 16), la Commission a également invité deux de ses anciens membres et anciens membres de la Sous-Commission, Karl H. F. Hinz et Iain C. Lamont, à assister à titre d'experts aux travaux de la onzième session de la Commission qui avaient trait aux activités de la Sous-Commission. La Sous-Commission avait recommandé qu'ils participent à la session afin qu'ils puissent répondre aux questions et fournir éventuellement les explications nécessaires lors de l'examen par la Commission des recommandations de la Sous-Commission relatives à la demande de la Fédération de Russie.
5. La Commission était saisie des documents suivants :
 - Ordre du jour provisoire (CLCS/L.14) qui, après avoir été adopté sous sa forme modifiée, est paru sous la cote CLCS/33;
 - Demande initiale de la Fédération de Russie présentée à la Commission le 20 décembre 2001, comprenant un résumé, des propositions de listes de



coordonnées géographiques définissant la ligne constitutive de la limite extérieure du plateau continental de la Fédération de Russie dans les océans Arctique et Pacifique et des cartes utilisées pour corroborer la limite extérieure du plateau continental de la Fédération de Russie dans les océans Arctique et Pacifique;

- Pièces supplémentaires présentées à la Sous-Commission le 3 avril 2002, notamment des données et renseignements supplémentaires en appui à la demande de la Fédération de Russie relative à la délimitation de son plateau continental conformément à la Convention des Nations Unies de 1982 sur le droit de la mer;
- Pièces supplémentaires afférentes à la demande de la Fédération de Russie relative à la définition de la limite extérieure du plateau continental, reçue par le Secrétariat le 15 mai 2002;
- Recommandations de la Commission relatives à la demande présentée par la Fédération de Russie le 20 décembre 2001 au sujet des limites extérieures de son plateau continental au-delà de 200 milles marins (établies par la Sous-Commission chargée d'examiner la demande présentée par la Fédération de Russie, adoptées par la Sous-Commission le 14 juin 2002 et transmise pour approbation à la Commission des limites du plateau continental).

6. La session a été ouverte par le Représentant du Secrétaire général de l'ONU, M. Ralph Zacklin, Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques.

7. Dans sa déclaration liminaire, M. Zacklin, parlant au nom du Secrétaire général, a félicité les membres de la Commission pour leur élection. Il a fait remarquer que la Commission revêtait une importance extrême pour l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale et qu'elle était censée oeuvrer au maintien de la stabilité dans les relations internationales.

8. M. Zacklin a fait remarquer que le Secrétariat de l'ONU avait été, et était toujours, disposé à aider la Commission à s'acquitter de ses missions. La Division des affaires maritimes et du droit de la mer du Bureau des affaires juridiques de l'ONU avait été chargée au premier chef de cette tâche importante.

9. M. Zacklin a ensuite signalé qu'à la session précédente de la Commission, un pas important avait été accompli avec le début de l'examen de la demande de la Fédération de Russie. Cet examen illustre de manière éclatante le fait que pour chaque demande qu'un État côtier formulerait à propos des limites extérieures de son plateau continental au-delà de 200 milles marins de sa côte, la Commission aurait à analyser une masse importante de données géodésiques, bathymétriques, sismiques et géophysiques complexes pour s'assurer que les conditions géologiques et géomorphologiques nécessaires pour corroborer cette demande sont réunies.

10. M. Zacklin a assuré la Commission de la coopération du Secrétariat et souligné que la communauté internationale fondait beaucoup d'espoirs sur l'aptitude des membres de la Commission à exercer leurs fonctions avec le talent et l'indépendance voulus. Les résultats de cet examen apporteraient la preuve que les membres de la Commission auront joint à leurs compétences une indépendance et une intégrité totales, ne laissant aucune considération politique quelle qu'elle soit intervenir dans leurs délibérations au cours de l'examen de la demande. Les membres de la Commission ne s'attacheront à rien d'autre qu'aux conditions

énoncées dans la Convention et à l'exactitude et l'exhaustivité des données et autres éléments qui leur seront présentés.

11. M. Zacklin a ensuite présidé à l'élection du nouveau Président de la Commission. À l'issue de consultations, la Commission a élu Peter Croker Président, par acclamation. La Commission a aussi élu trois vice-présidents, Oswaldo Pedro Astiz, Lawrence Folajimi Awosika et Mladen Juračić, et un rapporteur, Yong-Ahn Park. Tous ces membres du Bureau ont été élus pour un mandat de deux ans et demi.

12. Conformément à l'article 12 du Règlement intérieur de la Commission (CLCS/3/Rev.3), chaque membre de la Commission, avant de prendre ses fonctions, est tenu de faire une déclaration solennelle concernant l'exercice de ses fonctions de membre de la Commission. Tous les membres de la Commission présents à la onzième session ont fait cette déclaration solennelle au cours d'une cérémonie organisée à cet effet.

13. À l'issue de cette cérémonie, le Président a soumis le projet d'ordre du jour (CLCS/L.14) à la Commission pour examen. Un membre de la Commission a proposé de modifier l'ordre du jour de manière à y inclure les questions relatives à la formation. En l'absence d'objection, l'ordre du jour a été adopté tel que modifié (CLCS/33).

14. Le Président a ensuite exposé les grandes lignes du programme de travail. Outre l'élection de son bureau, la Commission devait renouveler la composition de deux de ses organes subsidiaires permanents, le Comité permanent des avis scientifiques et techniques aux États côtiers et le Comité sur la confidentialité, et réélire les présidents des deux organes à composition non limitée, le Comité de rédaction et le Comité de la formation. Il a ensuite exposé le calendrier des délibérations de la Commission sur les recommandations établies par la Sous-Commission chargée d'examiner la demande de la Fédération de Russie.

15. En ce qui concerne les organes subsidiaires, la Commission, après la désignation de candidats par les groupes régionaux, a nommé les membres suivants au Comité sur la confidentialité : Oswaldo Pedro Astiz, Samuel Sona Betah, Harald Brekke, Abu Bakar Jaafar et Yuri Borisovitch Kazmin. Ce comité s'est réuni et a élu M. Jaafar Président, M. Brekke Vice-Président et M. Astiz Rapporteur.

16. Après la désignation de candidats par les groupes régionaux, la Commission a également nommé les membres suivants au Comité permanent des avis scientifiques et techniques aux États côtiers : Lawrence Folajimi Awosika, Noel Newton St. Claver Francis, Mihai Silviu German, Philip Alexander Symonds et Kensaku Tamaki. Ce comité s'est réuni et a élu M. Symonds Président, M. Tamaki Vice-Président et M. Awosika Rapporteur.

17. Le Comité de rédaction s'est réuni et a élu Harald Brekke Président. M. Indurlall Fagoonee a été élu Président du Comité de la formation lors de la réunion de cet organe.

18. La Commission a ensuite entamé ses délibérations sur les recommandations établies par la Sous-Commission. À cet égard, un membre de la Commission, M. Kazmin, a estimé que, conformément à l'article 5 de l'annexe II de la Convention et au paragraphe 16 (sect. VII) du *modus operandi* de la Commission (CLCS/L.3), les représentants des États côtiers étaient habilités à participer aux

délibérations, sans droit de vote. Il a souligné que, à son avis, l'examen des recommandations de la Sous-Commission faisait partie des délibérations visées à l'article 5 susmentionné et que cette disposition de la Convention devrait en l'occurrence prévaloir sur l'article 51 du Règlement intérieur de la Commission, si bien que la délégation de la Fédération de Russie devrait être présente aux séances que la Commission consacrerait à l'examen et à l'adoption des recommandations concernant sa demande (l'article 51 stipule, notamment, que « l'État côtier est invité, conformément à l'article 5 de l'annexe II de la Convention, à déléguer des représentants pour participer, sans droit de vote, aux débats que la Commission juge pertinents »).

19. Le Président a fait remarquer que ni la présidence ni le Secrétariat n'avaient reçu de communication officielle de l'État côtier exprimant le souhait que ses représentants soient présents aux délibérations de la Commission, si bien que celle-ci ne se pencherait sur la question que si elle recevait effectivement une telle communication.

20. Ultérieurement, le 26 juin, le Président a reçu, par l'entremise du Secrétariat, une lettre du Représentant permanent de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies l'informant qu'une délégation russe se trouvait au siège pour faire, à l'intention des nouveaux membres de la Commission, un exposé sur la demande à l'examen ou pour répondre à toutes les questions que la Commission pourrait poser à ce sujet.

21. À la reprise des débats sur la participation de représentants de l'État côtier aux délibérations de la Commission, M. Kazmin a répété son argumentation concernant le droit que l'article 5 de l'annexe II de la Convention conférerait à ces représentants de participer aux délibérations.

22. Toutefois, un avis différent a été exprimé par le Président, à savoir que le règlement intérieur explicitait la disposition de l'article 5 de l'annexe II et que ce Règlement avait été adopté depuis longtemps, avait fait l'objet d'une large diffusion et avait été mis à la disposition de tous les États. La Commission devait donc continuer d'être guidée dans ses travaux par le Règlement intérieur.

23. On a en outre fait remarquer qu'à la dixième session, les représentants de l'État côtier avaient déjà été invités par la Commission, à deux occasions distinctes, pour présenter leur demande et que, par ailleurs, la Sous-Commission avait tenu six séances de consultations, sous forme de questions et de réponses, entre ses membres et les représentants de l'État côtier.

24. En outre, on a souligné que, conformément à l'article 4 de l'annexe II au Règlement intérieur, que la Commission avait modifié à sa neuvième session, en mai 2001, « les délibérations de la Commission et des sous-commissions sur les demandes présentées conformément au paragraphe 8 de l'article 76 de la Convention se déroulent en séance privée et restent confidentielles ». En conséquence, au stade final de ses délibérations, la Commission devait examiner et adopter les recommandations de la Sous-Commission en séance privée.

25. Faute de pouvoir concilier ces deux points de vue et de parvenir à un consensus à ce sujet, le Président a proposé que la question suivante soit mise aux voix : *« Êtes-vous d'accord pour considérer que la Commission peut examiner les recommandations de la Sous-Commission et de la Commission en séance privée, et que ces délibérations ne sont pas "pertinentes" pour ce qui est d'inviter l'État*

côti r conformément à l'article 5 de l'annexe II de la Convention et à l'article 51 du Règlement intérieur de la Commission? »

26.   ce propos, un certain nombre de membres ont fait remarquer qu'il s'agissait d'un sujet délicat et ont demandé qu'il soit donc procédé à un vote à bulletin secret, compte tenu de la disposition de l'article 38 du Règlement intérieur de la Commission, qui stipule que la Commission doit *normalement* voter à main levée (non souligné dans le texte de l'article). La demande de vote à bulletin secret a été approuvée.

27. Par un scrutin secret, sur les 18 membres présents et votants, 15 ont répondu oui à la question posée, neuf ont répondu non, aucun bulletin nul n'ayant été déposé et la majorité des deux tiers étant de 12 bulletins (le Président ayant jugé que la matière examinée relevait des questions de fond).

28. Après le vote, M. Kazmin a précisé qu'il acceptait certes les résultats du scrutin mais continuait d'estimer que la décision qui venait d'être prise était contraire à la disposition de l'article 5 de l'annexe II de la Convention, et tenait à ce que cela soit précisé dans le compte rendu.

29. La Commission a ensuite poursuivi en séance privée ses délibérations sur les recommandations établies par la Commission. Le Président de celle-ci, M. Carrera, a fait un exposé sur les travaux de la Sous-Commission et présenté les recommandations. Il a indiqué, entre autres, qu'après sa création au cours de la dixième session de la Commission, le 28 mars 2002, la Sous-commission avait procédé à un bref examen de la demande et en avait conclu que l'examen de celle-ci prendrait plus de deux semaines, ce qui avait été signalé à la Commission le jour même. Il a ajouté que la Sous-Commission s'était de nouveau réunie le 1er avril et avait tenu 20 séances entre le 1er et le 12 avril 2002. Six séances d'après-midi avaient été consacrées à des consultations sous forme de questions et de réponses entre les membres de la Sous-Commission et le groupe d'experts de la délégation de la Fédération de Russie. Trente-six questions avaient été posées par la Sous-Commission et des réponses par écrit avaient été fournies par les experts de la Fédération de Russie au cours de l'examen de la demande russe.

30. M. Carrera a ensuite noté qu'un certain nombre d'éclaircissements avaient été demandés aux membres de la délégation de la Fédération de Russie, ainsi qu'un complément de données et de renseignements. Certains des éléments avaient été fournis au cours des consultations. Des éléments supplémentaires avaient été fournis à la Sous-Commission, par l'intermédiaire du Secrétariat, le 15 mai 2002.

31.   l'issue de consultations, les membres de la Sous-Commission s'étaient mis d'accord sur la structure, le contenu et les principales conclusions d'un document intitulé « Outline recommendations of the Subcommission » (Recommandations générales de la Sous-Commission). Différents membres de la Sous-Commission ont été chargés de rédiger les différentes parties de ce document au cours de la période intersessions. La Commission a décidé de se retrouver à New York, du 10 au 14 juin 2002, avant l'expiration du mandat des premiers membres de la Commission, le 15 juin 2002. La Sous-Commission s'est réunie toute la semaine du 10 juin 2002 pour examiner les nouveaux éléments qui avaient été présentés et mettre la dernière main à ses recommandations.   l'achèvement de ses travaux, elle a présenté la version définitive de ses recommandations, dat e du 14 juin 2002, à la Commission à sa session en cours, par l'entremise du Secrétariat.

32. Dans la deuxième partie de son exposé, M. Carrera a explicité les éléments de fond des recommandations.

33. À l'issue d'une série de délibérations et de consultations informelles, la Commission a achevé l'examen des recommandations établies par la Sous-Commission, leur a apporté plusieurs modifications et les a adoptées par consensus en tant que recommandations de la Commission. Conformément aux dispositions de la Convention, les recommandations de la Commission seront soumises par écrit à l'État côtier auteur de la demande, par l'entremise du Secrétariat, et au Secrétaire général de l'ONU.

34. La Commission a tenu à remercier tout particulièrement Karl H. F. Hinz et Iain C. Lamont, qui avaient participé à une partie de ses débats en tant qu'experts invités.

35. La Commission a aussi décidé d'adresser une lettre de remerciements à tous ses anciens membres, à savoir, Ali Ibrahim Beltagy, Andre Chan Chim Yuk, Kazuchika Hamuro, Karl H. F. Hinz, Iain C. Lamont, Chisengu Le Mdala, Daniel Rio et Krishna-Swami Ramachandran Srinivasan.

36. Le Comité de rédaction s'est réuni au cours de la onzième session, sous la présidence de M. Brekke. Dans son rapport à la Commission, M. Brekke a indiqué que le Comité, constatant certaines discordances entre les documents de base de la Commission [Règlement intérieur (CLCS/3/Rev.3 et Corr.1), *Modus Operandi* (CLCSSS/L.3) et Procédures internes de la Sous-Commission de la Commission des limites du plateau continental (CLCS/L.12)], avait décidé de revoir ces documents et, si nécessaire, proposer des modifications d'ordre rédactionnel en vue d'assurer leur cohérence. Les directives scientifiques et techniques ne seraient pas concernées par ce réexamen. Il a été en outre convenu que l'examen des documents de procédure devrait se limiter aux questions de rédaction, en vue d'éliminer des incohérences ou de rendre certaines dispositions plus pratiques, et que ce travail ne devrait pas conduire à leur révision. Le Président du Comité de rédaction consultera les membres de la Commission et fera rapport à celle-ci à sa prochaine session.

37. Le Comité de la formation s'est réuni sous la présidence de M. Fagoonee. Le Président du Groupe de travail sur la formation a signalé que, entre autres, le Secrétaire de la Commission avait fourni au Groupe des renseignements sur les questions relatives à la préparation du manuel de formation. Le Secrétaire avait également informé le Groupe qu'après des consultations, il avait été décidé que le manuel prendrait la forme d'un dossier composé de documents imprimés et de disques compacts, contenant des cartes, des chiffres et des documents interactifs. Le Secrétaire avait en outre signalé que deux membres de la Commission, à savoir M. Brekke et M. Carrera, avaient accepté d'aider le Secrétariat en qualité de coordonnateurs, et que des fonds avaient déjà été réservés à la production du manuel. Le Secrétaire avait également fourni des renseignements sur la situation et le fonctionnement du Fonds d'affectation spéciale pour la facilitation de la préparation des demandes présentées par les pays en développement à la Commission des limites du plateau continental, en particulier par les pays les moins avancés et les petits États insulaires en développement, ainsi que sur l'application effective de l'article 76 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer. Le Groupe de travail a aussi examiné d'autres questions et activités relatives à la formation, en particulier la nécessité d'élaborer un plan stratégique de formation sur le moyen/long terme, surtout compte tenu des besoins des États côtiers en développement.

38. Dans le cadre du point de l'ordre du jour intitulé « Questions diverses », le Président a informé la Commission des délibérations de la douzième Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer concernant la Commission et son statut à cette réunion. Il a fait remarquer que la Commission avait obtenu le statut d'observateur à la Réunion.

39. Un membre, rappelant la réunion ouverte organisée par la Commission en 2000, a informé cette dernière qu'une série de réunions d'information avaient été organisées par la Mission permanente du Mexique auprès de l'Organisation des Nations Unies au sujet de l'application de la Convention, en particulier de son article 76. À ce sujet, il a proposé que la Commission envisage d'organiser à l'avenir d'autres réunions ouvertes. Les membres de la Commission ont souscrit à cette proposition et sont convenus, compte tenu en particulier de la nécessité de planifier ce type de réunions, que les modalités de celles-ci seraient examinées à la session suivante.

40. La Commission a ensuite examiné la question des dates et lieux de ses sessions suivantes. Considérant que la Commission avait achevé ses travaux sur les recommandations relatives à la demande de la Fédération de Russie, il a été décidé de ne pas tenir la session qui devait initialement avoir lieu du 26 au 30 août 2002.

41. Il a été en outre décidé que deux sessions devraient se tenir en 2003. La douzième session se tiendrait du 28 avril au 2 mai et serait suivie de deux semaines de réunion d'une sous-commission dans le cas où des demandes étaient présentées à la Commission. La treizième session devrait se tenir du 25 au 29 août 2003.

42. Le Sous-Secrétaire général aux affaires juridiques et Conseiller juridique de l'Organisation, M. Hans Corell, s'est adressé à la Commission à la dernière séance de sa onzième session. Il a félicité les membres nouvellement élus et exprimé son soutien à l'oeuvre importante accomplie par la Commission. Il s'est engagé à faire en sorte que le Secrétariat continue de faire de son mieux pour fournir à la Commission les services et l'appui technique requis, en dépit des restrictions budgétaires.

43. Enfin, la Commission a renouvelé ses remerciements au personnel de la Division des affaires maritimes et du droit de la mer, ainsi qu'aux interprètes, aux traducteurs et autres fonctionnaires pour l'aide et les services qu'ils lui ont fournis au cours de la session.